



L'Intersyndicale CGT, FO, SUD et UNSA Santé et Sociaux dans le cadre de son préavis de grève déposé jusqu'au 21 décembre 2024 appelle à soutenir tous les mouvements, toutes les initiatives locales et nationales sur la période du 5 au 12 décembre 2024.

Il est des périodes, des moments, des instants vis-à-vis desquels il convient de faire front et de lutter ensemble avec tous les outils disponibles : assemblées générales des personnels, grèves, rassemblements, manifestations, etc. pour exprimer notre colère et notre détermination à faire vivre les revendications des travailleuses et travailleurs et défendre l'intérêt de la population.

La défense de l'hôpital public et de notre sécurité sociale est un combat de toutes et de tous !

Plus de 40 000 lits ont disparu depuis 10 ans, et environ 400 000 emplois manquent à l'appel pour prendre en charge les demains d'une démographie vieillissante et plus de 13 milliards manqueront au PLFSS pour assurer le simple maintien de l'existant.

Le 12 décembre un rassemblement unitaire sera organisé devant l'Assemblée nationale autour du Projet de Loi JOMIER. Un projet de loi qui, pour tout imparfait qu'il soit, a le mérite de remettre au cœur de nos débats la question des ratios en personnel. Dans ce cadre, les organisations syndicales exigent pour les établissements du sanitaire, du social et du médico-social des mesures concrètes de mise en place d'effectifs qui garantissent une réelle prise en charge de qualité pour la population et de réelles améliorations des conditions de travail pour les salarié.es. Avec comme nécessité des financements pour des plans de formations pluri disciplinaires de professionnel.les pour atteindre ces objectifs.



Nos revendications demeurent identiques et il faut qu'elles soient entendues :

- Augmentation du P.L.F.S.S. et de l'O.N.D.A.M au minimum entre 6 % à 10%.
- Réouverture massive de lits et recrutement massif de personnels médicaux, paramédicaux mais aussi administratifs, techniques, ouvriers et éducatifs.
- Fin immédiate de l'acharnement contre les fonctionnaires et abandon des jours de carences et de l'indemnisation à 90 % en maladie. Nous exigeons pour tous les salarié.es du public comme du privé l'abrogation des journées de carence et une indemnisation à 100 % en cas de maladie.
- L'abrogation du projet d'allongement du temps de travail de 7 h « travailler plus pour gagner moins » c'est NON !
- L'augmentation des salaires en tenant compte de la moyenne haute des pays de l'OCDE, l'extension du CTI à toutes et tous, l'égalité professionnelle entre les femmes et les hommes, un plan contre les violences sexistes.
- L'abrogation de la dernière loi sur les retraites et l'exigence d'un départ anticipé à la retraite pour nos métiers pénibles.
- La revalorisation des pensions de retraite pour toutes et tous.
- Etc.



Pour se faire entendre, partout il faut s'unir, multiplier les initiatives de mobilisation et de grève avec les agent.es, salarié.es et la population ! Ensemble pour gagner sur nos revendications !